

GHANA president re-elected | RDC Congo : Tshisekedi précipite sa rupture avec Kabila | Le BURUNDI sort de l'agenda du Conseil de Sécurité de l'ONU | TANZANIA arrests youth recruited by Somali militants | COTE D'IVOIRE : Laurent Gbagbo annonce son retour au pays | MOZAMBIQUE: Jihadists attack village near Mozambique gas project



BDIAGNEWS@KAMA2020

DECEMBRE 2020

SOURCES : BURUNDI-AGNEWS.ORG / PRESIDENCE.BI | theafrican.co.ke | AFP | thecitizen.co.tz | digitalcongo.net | agencecofin.com | niameyetles2jours.com | camer.be | fr.africanews.com | lepetitjournalmarocain.com

GHANA : Ghana president re-elected | Two political parties claim early lead as Ghanaians await poll results

HAÏTI : Alerte de sécurité de l'Ambassade des États-Unis à Port-au-Prince Suite à l'augmentation spectaculaire des enlèvements pour rançon à Port-au-Prince

MARTINIQUE : Tremblement de terre de très faible intensité ressenti sur plusieurs communes de Martinique catastrophes naturelles

TANZANIA : Tanzania arrests youth recruited by Somali militants

BURUNDI : La sortie de l'agenda du Conseil de Sécurité de l'ONU est effective

UGANDA : Violence, deaths continue ahead of Uganda elections

SOUTH SUDAN : S. Sudan's presidency okays completion of unity government

SOMALIE : Tensions diplomatiques entre la Somalie et le Kenya après des accusations d'ingérence politique

RDC : DR Congo crisis deepens after fresh clashes in parliament - FCC rejects President Tshisekedi's decision to end coalition

MALAWI : Lotus Resources lève 5 millions \$ pour continuer les travaux visant à redémarrer la mine d'uranium Kayelekera

MOZAMBIQUE: Jihadists attack village near Mozambique gas project

LYBIA : Foreign fighters a 'serious crisis' in Libya, UN mission chief tells high stakes political forum

COTE D'IVOIRE : Laurent Gbagbo annonce son retour au cours de ce mois de décembre 2020 (Avocat)

NIGERIA : Le Nigeria doit-il recourir aux mercenaires pour lutter contre Boko Haram ?

LIBERIA : Liberians head to the polls in crucial mid-term elections

UNION AFRICAINE: Un sommet pour faire taire les armes sur le continent

**** DIASPORA ****

HAÏTI :

Haïti - FLASH : Alerte de sécurité de l'Ambassade des États-Unis à Port-au-Prince

<https://www.haitilibre.com/article-32437-haiti-flash-alerte-de-securite-de-l-ambassade-des-etats-unis-a-port-au-prince.html>

Haïti - FLASH : Alerte de sécurité de l'Ambassade des États-Unis à Port-au-Prince Suite à l'augmentation spectaculaire des enlèvements pour rançon à Port-au-Prince (14 enlèvements signalés au cours des 7 derniers jours (incluant des citoyens américains, des résidents permanents légaux américains et des citoyens haïtiens), l'Ambassade des États-Unis à Port-au-Prince-Prince a limité les déplacements non officiels de son personnel citoyen américain embauché directement dans le voisinage immédiat de l'Ambassade jusqu'à nouvel ordre.

L'Ambassade des États-Unis met en garde ses citoyens contre les déplacements inutiles dans la région de Port-au-Prince et exhorte les citoyens américains à faire preuve de prudence lorsqu'ils voyagent à Port-au-Prince.(...)

GUADELOUPE :

Dialogue inter-îles sur le carnaval 2020

<https://www.guadeloupe.franceantilles.fr/actualite/societe/dialogue-inter-iles-sur-le-carnaval-2020-581454.php>

A l'initiative de l'Alliance Française de Saint-Kitts-et-Nevis, une série de discussions gratuites en ligne sur le carnaval dans la Caraïbe se tiendra chaque mercredi de décembre, de 17h30 à 19 heures, sur Zoom. Accessibles en deux langues, français et anglais, ces échanges donneront la parole à des acteurs du secteur venant de Guadeloupe, Martinique, Dominique, Saint-Kitts-et-Nevis et Saint-Martin.

« Aussi diverse que soit la Caraïbe, le carnaval représente une des traditions communes à tous les territoires de la région. Si cette tradition se présente sous des formes variées, elle crée toutefois une forte dynamique culturelle, sociale, politique et économique partout où elle existe », explique Marine Moncaut, directrice de l'Alliance Française de Saint-Kitts-et-Nevis.

Forte de cette évidence et face à l'annulation ou à l'adaptation en ligne des festivités carnavalesques dans la plupart des pays de la région pour cause d'épidémie de covid-19, elle a eu l'idée de se servir des nouvelles technologies pour échanger sur la question. L'initiative « Dialogue inter-îles sur le carnaval » née. Sous la houlette de l'Alliance Française de Saint-Kitts-et-Nevis, une série de discussions gratuites en ligne sur le carnaval dans la Caraïbe se tiendra donc chaque mercredi de décembre, de 17h30 à 19 heures, sur Zoom (1). Accessibles en deux langues, français et anglais, ces échanges donneront la parole à des acteurs du secteur venant de Guadeloupe, Martinique, Dominique, Saint-Kitts-et-Nevis et Saint-Martin.(...)

MARTINIQUE :

Tremblement de terre de très faible intensité ressenti sur plusieurs communes de Martinique catastrophes naturelles

<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/tremblement-de-terre-de-tres-faible-intensite-ressenti-sur-ducos-899068.html>

Un léger tremblement de terre a été ressenti sur plusieurs communes en Martinique ce soir (Mercredi 2 décembre 2020) peu avant 17 h. L'épicentre a été localisé à 44 km au nord-est de Sainte-Marie.

Brigitte Brault • Publié le 2 décembre 2020 à 17h17, mis à jour le 2 décembre 2020 à 18h22

Un très léger tremblement de terre a été ressenti sur plusieurs communes en Martinique peu avant 17 h cet après-midi (mercredi 2 janvier 2020).

Un séisme léger (magnitude 4.3) a donc été enregistré 16h50 (heure locale) sur le réseau de surveillance sismique de l'OVSM-IPGP et identifié d'origine Tectonique.

L'épicentre a été localisé à 44 km au nord-est de Sainte-Marie, à 77 km de profondeur (soit une distance hypocentrale d'environ 89 km).(...)

*** AFRIQUE DE L'EST ****

BURUNDI :

Le BURUNDI sort de l'agenda du Conseil de Sécurité de l'ONU

<https://www.burundi-forum.org/la-une/diplomatie/le-burundi-sort-de-lagenda-du-conseil-de-securite-de-lonu/>

GITEGA, Vendredi 4 décembre 2020 – M. SHINGIRO Albert, Ministre burundais des Affaires Étrangères et de la Coopération au Développement (MAECD), commentait sur son compte TWITTER la décision du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Voici le contenu de son TWEET : “ J'accueille avec enthousiasme la Déclaration présidentielle du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur le retrait formel du Burundi de l'agenda du Conseil de Sécurité. Mes profonds remerciements aux pays membres du Conseil qui ont appuyé la demande légitime du Burundi“.

S.E. NDAYISHIMIYE Evariste (Général Major), Président du BURUNDI, d'ajouter d'un TWEET : ” Je remercie le Conseil de Sécurité de l'ONU qui a répondu favorablement à mon appel lancé lors de l'Assemblée Générale. Le retrait du Burundi de l'Agenda de l'ONU permet au Burundi, à ses amis et à ses partenaires de se focaliser sur le développement et le bien-être des citoyens“.

Depuis 2015, LE BURUNDI se trouve sous sanctions injustes AMÉRICAINES et EUROPÉENNES. D'où cette agenda qui était injuste et qui vient de tomber au Conseil de Sécurité des Nations Unies à l'ONU.

Embarqué dans une guerre de nature géopolitique dans les Grands Lacs Africains, suite à la montée de LA CHINE. Le Burundi avait subi une révolution de couleur (une tentative de changement de régime), suivie d'un coup d'état militaire raté le mercredi 13 mai 2015. Organisé par LES USA (OBAMA + SOROS), LA FRANCE (HOLLANDE), et LA BELGIQUE (MICHEL). Appuyés par LE RWANDA (KAGAME) et l'ancien dictateur HIMA burundais, BUYOYA Pierre.

La sortie du BURUNDI de l'agenda du Conseil de Sécurité de l'ONU est une victoire pour LE BURUNDI. Mais aussi, particulièrement, pour l'excellent ministre burundais Ambassadeur SHINGIRO qui en avait fait son cheval de bataille, alors représentant du BURUNDI à l'ONU.

Le BURUNDI a été appuyé tout au long de ce périple par les pays africains en général, LA RUSSIE, et LA CHINE.

SOURCES : BURUNDI-AGNEWS.ORG, NAHIMANA P. | Photo : Amb.SHINGIRO Albert

Le BURUNDI participe à la 13ème Session extraordinaire de la ZLECAF

<https://www.burundi-forum.org/la-une/globalisation/le-burundi-participe-a-la-13eme-session-extraordinaire-de-la-zlecaf/>

GITEGA, 5/12/2020 – S.E. NDAYISHIMIYE Evariste (Général Major), Président du Burundi, participait à une rencontre par visioconférence. Assisté par son excellent Ministre burundais des Affaires Étrangères et de la Coopération au Développement (MAECD), M. SHINGIRO Albert. Concernant la 13ème Session extraordinaire de la Zone de Libre Échange Continentale Africaine (ZLECAF). Rassemblant d'autres chefs d'états africains membres de L'UNION AFRICAINE (UA). S.E. NDAYISHIMIYE Evariste, avec son âme panafricaniste , et toujours habillé en ABACOST (à bas le costume) expliqua que – pour palier au problème majeur posé par le protectionnisme de certains marchés mondiaux qui excluent les produits africains, qu'il fallait prôner la fierté de

produire africain et consommer africain et de considérer avant tout l'Afrique comme un marché interne aux africains – . Ajoutant : « Pour réussir, il y a un défi à relever. Le manque de fierté à consommer nos produits africains justifie clairement la persistance de la dépendance de l'Afrique vis-à-vis des économies étrangères et c'est seulement en nous mettant ensemble que nous pourrions renverser cette tendance. »

Le lancement de la signature de l'accord de la ZLECAF a eu lieu le mercredi 21 mars 2018 à KIGALI au RWANDA. Cet espace commercial ou marché de 1,3 milliard d'habitants sera lancé en janvier 2021. La ZLECAF réunit 54 des 55 pays africains. Seul l'Érythrée n'a pas encore signé. 32 États sur 54 ont déjà ratifié l'accord de la ZLECAF à la commission de l'Union Africaine. Le BURUNDI n'a pas encore ratifié cet accord. Ni ratifié le protocole sur la libre circulation des personnes et l'ouverture des visas du pays.

Le problème de L'UNION AFRICAINE (UA), comme de certains pays africains (notamment des mondes FRANCOPHONE et ANGLOPHONE), est leur dépendance à L'UNION EUROPÉENNE (UE). Ainsi LA ZLECAF risque de devenir un marché opportun pour l'UE et LES MULTINATIONALES OCCIDENTALES. D'où adieu, aux commerçants AFRICAINS !

SOURCES : BURUNDI-AGNEWS.ORG, NAHIMANA P. | Photo : NTARE RUSHATSI HOUSE

TANZANIA :

Tanzania arrests youth recruited by Somali militants

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/tanzania-arrests-youth-recruited-by-somali-militants-3215042>

The breakaway faction of Somalia militants, Ahlu Sunna wa Jama, is recruiting youth in southern Tanzania to train and join terror cells in Mozambique.

Ahlu Sunna wa Jama — moderate Sufis opposed to the mainly Sunni radical Islamist groups — has been operating in the region since 2005.

Tanzania's Inspector General of Police Simon Sirro said on Thursday that the police have arrested youth from groups that had been recruited from the western regions of Mwanza and Kigoma, and who have confessed to being the ring leaders in the insurgency.

“Some were nabbed enroute to Mozambique to join the jihadists. The game plan is that they would later join their colleagues who had fled Tanzania,” said Mr Sirro.

It is still not clear whether the recruits are supposed to return to Tanzania as sleeper cells or are going to join jihadists elsewhere.(...)

Tanzanian ex-MP Godbless Lema and his family get asylum in Canada

<https://www.thecitizen.co.tz/tanzania/news/tanzanian-ex-mp-godbless-lema-and-his-family-get-asylum-in-canada-3224544>

Thursday December 10 2020 By Nation | Nairobi. Tanzanian former MP, Godbless Lema, has flown to Canada with his family after being granted political asylum in the country.

Mr Lema flew out of Nairobi, Kenya, where he has been staying with his wife and three children since fleeing across the border from Tanzania after expressing fears for his life.

His lawyer, George Luchiri Wajackoyah, said the Tanzanian politician was granted political asylum with the intervention of the United Nations High Commission for Refugees (UNHCR).

lema2

Tanzanian ex-MP Godbless Lema (left) with his family at the airport in Amsterdam while en-route to Canada. Courtesy

“I want to thank President Uhuru Kenyatta and the Kenyan government for being an observer of human rights,” said Prof Wajackoyah.

Besides the UNHCR, Amnesty International and the Kenya Human Rights Group were involved in Mr Lema’s asylum application.

Mr Lema, the former MP for Arusha Urban Constituency, was arrested by Tanzanian authorities together with other politicians in the aftermath of the October 28 elections, but was later released on police bond without charge.

The Chadema party presidential candidate, Tundu Lissu, also sought political asylum in Belgium over fears for his life. (NMG)

Tanzania pays attention to Angola’s railway link

<https://www.thecitizen.co.tz/tanzania/news/-tanzania-pays-attention-to-angola-s-railway-link-3218374>

Friday December 04 2020 | By Rosemary Mirondo | Dar es Salaam. The government said yesterday that it was closely following up on reports that Angola was mulling the construction of a railway line that would connect it (Angola) to Tanzania via Zambia.

The plan was to build a trans-African railway between the ports of Dar es Salaam in the east of the continent and Lobito in the west.

Tanzania Railway Corporation (TRC) Director General, Masanja Kadogosa told The Citizen yesterday that the government was paying a close eye to the issue.

“We have not received anything official, but could be put forward to us though the Southern African Development Community (Sadc) directives or protocols,” he said.

He said this a few days after the Angola Ambassador to Tanzania, Sandri De Oliveira Sandri, proposed the initiative on grounds that the railway corridor would connect the two countries through Zambia, allowing for the transit of goods from markets in America, Asia and Europe.

“In order to have the railway link with Tanzania, the Angolan government would construct a new railway line into Zambia that would further link to the 1,860km Tanzania–Zambia Railway,” said the Ambassador.

He added that Angola was counting on “Tanzania’s collaboration in this effort”.

At present, Angola’s economy depends overwhelmingly on exports to China – in 2018 these accounted for more than \$25 billion, more than its exports to the rest of the world combined, and consisted mainly of oil.

There is almost no trade between Angola and Tanzania. In 2015, Tanzania exported less than \$5m to Angola, and Angola less than \$500,000 worth of goods to Tanzania.

The lack of commercial contact is partly due to the difficulties in overland transport by road, especially in Zambia, during the rainy season. A rail link would provide each country with access to each other’s markets, as well as improved access to global buyers.

Angola, which has a per capita income around three times greater than Tanzania and more than double that of Zambia, would be likely to shoulder most of the work in organising the link.

The Ambassador said this during an event to mark the 45th anniversary of Angola’s independence from Portugal.

The project would involve building a narrow-gauge (1,067mm) railway between Lobito in Angola to the Zambian border. The line would then be extended through Zambia as far as the central town of Kapiri Mposhi.

This is the western terminus of the Tazara rail line, built by the Chinese in the 1970s.

RWANDA :

Rwandan scoops top job at France-Africa digital initiative

<https://www.newtimes.co.rw/news/mutangana-scoops-top-job-france-africa-digital-initiative>

Aphrodice Mutangana, a Rwanda tech enthusiast has been appointed as Deputy Chief Executive and Chief Operations Officer at Digital Africa, an initiative launched in 2018 by French President Emmanuel Macron.

The initiative was established to develop expertise, provide technical assistance, finance projects and businesses, ease market access and the creation of a regulatory environment that supports African innovation.

Mutangana was prior to his appointment the General Manager of Klab, a tech innovation space in Kigali, where he had worked for five years.

At Digital Africa, he will deputize Stéphan Eloïse Gras.

At the global entity, Mutangana's tasks will include setting the base for Africa Digital's work on the continent such as building networks and partnerships as well as ensuring maximum impact in programmes that they are involved in.

"He will be involved in developing the mission and ensuring we meet our objectives and establishing digital African locally, he is based in Kigali for now. We are looking at establishing our African presence with local offices and partnering with existing players. His responsibility will be to animate the network of partners among other tasks," Gras said.(...)

Rwanda denies spy recruitment allegations

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/rwanda-spy-recruitment-allegations-3222470>

Tuesday December 08 2020 - By IVAN R. MUGISHA More by this Author - Rwanda has scoffed at accusations that its embassies abroad are actively engaged in the recruitment of spies and threatening of Rwandan refugees who are critical of the government.

In a statement released on Monday, Rwanda's embassy in Singapore claimed that stories alleging that Rwandan dissidents are threatened because they "refused to be an agent of influence" are based on "rhetoric that seeks to discredit the government of Rwanda."

In October, Australian newspaper The Sydney Morning Herald reported that Noel Zihabamwe, a Rwandan who settled in Australia in 2006 as a refugee, was allegedly threatened during a community meeting in Sydney in 2017.

Mr Zihabamwe alleged that his brothers back in Rwanda were abducted after he reported the alleged threats to Australian authorities and the media. He also claimed that Rwandan spies in Sydney are managed by Rwanda's High Commission in Singapore because Kigali doesn't have an embassy in Australia.

Rwanda trashed his claims, noting that Mr Zihabamwe is a self-proclaimed subversive element, who has been "working hard to encourage insurrection against the leadership in Rwanda."

"He joined the Rwanda National Congress (RNC), a terrorist group which runs propaganda campaigns against Rwanda and is responsible for several deadly terror attacks in Kigali and in Northern Rwanda," the statement reads.

"Noel Zihabamwe's claims about his missing brothers are baseless. While the investigation remains open, neither Zihabamwe nor his family reported these men as missing to the authorities in Rwanda or co-operated in verifying this claim."

It added: "In fact, Zihabamwe has many relatives in Rwanda who have no issues with their safety. He has used 'the human rights activist' cover to raise funds for hostile groups including RNC."

Another dissident, Kalisa Mubarak, claimed in western media that the Rwandan embassy in South Africa attempted to recruit him as a spy, asking him to “join a broader network in Europe tasked with tracking down opponents of the Rwandan government.”

He rejected the offer after discovering an alleged plot to assassinate a friend of his, which led him to turn into a state witness. He was later moved from South Africa to Brisbane together with his wife and children in 2012.

The statement released on Monday further reads: “It is concerning that other Rwandan community members in the diaspora are branded as agents of the government of Rwanda and are accused of threatening those who perceive themselves as opposition. These are fabricated accusations intended to discredit a government that has made massive development strides in Rwanda over the past 26 years.”

“Rwanda remains committed to the safety and wellbeing of its citizens in the journey to sustainable development. We continue to work tirelessly for the betterment of Rwandan citizens at home and abroad, with the support of the overwhelming majority of all Rwandans.”

New South African envoy to Rwanda takes up post as ties patch up

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/new-south-african-envoy-to-rwanda-3222280>

Tuesday December 08 2020 By IVAN R. MUGISHA Seasoned South African politician Mandisi Mpahlwa jetted into Rwanda as ambassador-designate, in a move that is tipped to positively sway bilateral ties between the two countries.

Rwanda’s Minister for Foreign Affairs Vincent Biruta received copies of Mr Mpahlwa’s credentials. “This was an occasion to discuss ways to further strengthen bilateral relations,” the Ministry of Foreign Affairs tweeted on its official handle.

The 60-year-old diplomat formally served as South Africa’s envoy to Mozambique and his tenure there is ending in 2020.

As a senior member of the ruling party, African National Congress, Mr Mpahlwa has previously served as Minister of Trade and as a member of parliament as well as in various government and party positions since 1999.

He will take up his post at the embassy in Kigali in January 2021.

The embassy has been vacant since December 2018, when former ambassador, George Nkosinati Twala, was summoned to Pretoria, and later permanently recalled in February 2019, following a diplomatic spat between the two countries.

At the centre of the matter was Rwanda’s disappointment with Pretoria for providing refuge to former Rwandan army chief Gen Kayumba Nyamwasa, whom Rwanda has accused of co-ordinating terror attacks on the country.

Last year Rwanda renewed an arrest warrant for Gen Kayumba, as the head of a rebel group, the P5, that is accused of conducting guerrilla attacks against Rwanda.

“The disruption of the diplomatic relations happened when South Africa received many dissidents from Rwanda. It has been reported that the dissidents have been benefiting from support in South Africa from individual businessmen in connection with rebel groups in the region around Rwanda’s border,” Eric Ndushabandi, a professor of Political Science at the University of Rwanda, told The EastAfrican.

The two countries have however made moves towards normalising relations since 2018 following several talks between their two Heads of State.

South Africa enacted a new law which is part of the 1998 Refugee Amendment Act that came into effect on January 1, 2020, prohibiting refugees from participating in political activities related to their countries of origin. Rwanda welcomed the move as necessary to “curb anti-Rwanda” groups operating in the country.

South Africa has also not provided visa services to Rwandan nationals travelling on ordinary passports since 2014.

Expectations of Mr Mpahlwa's tenure include the restoration of cordial relations between the two countries.

RDC CONGO :

La revue de la presse kinoise de ce jeudi 03 décembre 2020

<https://www.digitalcongo.net/article/5fc8abdc1e9e9400172f268d/>

Kinshasa 03-12-2020 Revue de presse - La 31^e Session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU est consacrée cette année 2020 sur la COVID-19. Elle offre à la communauté internationale l'occasion d'évaluer et de renforcer sa réponse collective à cette pandémie. La RDC y participe par vidéoconférence, les circonstances l'ayant exigée, en témoignent les journaux parus ce matin.

L'AGENCE CONGOLAISE DE PRESSE annonce que le Président de la République Félix Tshisekedi va participer à la 31^{ème} session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU.

Selon le bulletin quotidien, le Président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, prendra part, du 03 au 04 décembre 2020, par vidéoconférence, à la 31^{ème} session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies(ONU).

La 31^{ème} session extraordinaire de l'ONU qui porte sur l'évaluation et le renforcement de la réponse collective à la COVID 19 a été convoquée sur demande de l'Azerbaïdjan, note l'ACP.

Cette session extraordinaire qui se tiendra sur deux jours, poursuivent les mêmes sources, permettra à de nombreuses parties prenantes de partager leurs expériences dans la lutte contre la pandémie, de faire le point sur la réponse mondiale apportée à ce jour et de mettre au point une riposte axée sur les individus, écrit le quotidien de l'avenue des Marais.(...)

DR Congo crisis deepens after fresh clashes in parliament

<https://www.thecitizen.co.tz/tanzania/news/africa/dr-congo-crisis-deepens-after-fresh-clashes-in-parliament-3223264>

Wednesday December 09 2020 | By AFP | Kinshasa, DR Congo. A spiralling political crisis in DR Congo saw more clashes on Tuesday in the country's trashed parliament, after which MPs supporting President Felix Tshisekedi moved to oust the majority party loyal to his predecessor Joseph Kabila.

At least three people were hurt in the second day of clashes as rival groups, including lawmakers, brawled and hurled objects before police were deployed to restore order, AFP reporters saw.

Tensions had been building for months over a fragile coalition government between Tshisekedi, who took over last year after nearly 20 years of Kabila rule, and his predecessor's party, which holds a parliamentary majority.

On Sunday Tshisekedi said he planned to form a new coalition in order to push through much-needed reforms for sub-Saharan Africa's troubled giant.

He warned he might be forced to dissolve parliament and hold fresh elections.

Kabila's supporters in the Common Front for the Congo (FCC), which holds more than 300 out of the 500 seats in the National Assembly, reacted furiously, accusing Tshisekedi of breaching the constitution.

Examen des pétitions : le FCC va boycotter la plénière de ce jeudi

<https://www.digitalcongo.net/article/5fd0f863469cd90017585c56/>

Kinshasa 09-12-2020 Politique - Les députés restés fidèles au Front commun pour le Congo (FCC) ne participeront pas à la plénière de jeudi 10 décembre 2020. C'est ce qu'a révélé François Nzekuye, député PPRD, membre de cette plateforme proche de l'ex-président, Joseph Kabila.

La plénière prévue pour jeudi à l'Assemblée nationale et, convoquée par le doyen d'âges, examinera les pétitions qui visent la déchéance des membres du bureau de cette chambre législative. Pour le député François Nzekuye, le FCC ne participera pas à la plénière convoquée par le Bureau d'âges ce jeudi. « Nous ne participerons qu'à la plénière du Bureau Mabunda. Nous demandons au doyen d'âge de se conformer aux textes de l'Assemblée nationale. », a-t-il déclaré.

Pour rappel, mardi dernier, le bureau d'âges a été installé pour déclencher le processus d'examen de ces pétitions. Ce bureau a, à cet effet, annoncé à l'issue de la plénière tenue dans la salle de spectacles du Palais du Peuple, que l'examen de ces pétitions se fera ce jeudi 10 décembre. Mais du côté du FCC, l'optimisme reste de mise : « Quoi qu'il arrive, la majorité FCC triomphera », a ajouté le député François Nzekuye. Dido Nsapu

FCC rejects President Tshisekedi's decision to end coalition

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/rest-of-africa/fcc-rejects-tshisekedi-decision-to-end-coalition-3221958>

Tuesday December 08 2020 | By PATRICK ILUNGA | Kinshasa - A day after DR Congo President Félix Tshisekedi announced the end of the FCC-CACH coalition, the Common Front for Congo (FCC) says it has rejected the move.

On Sunday, President Tshisekedi said that his Cape for Change (CACH) party will no longer be in a coalition with Kabila's FCC. But in a press release on Monday, FCC coordinator Néhémie Mwilanya said the party rejects the President's announcements.

Tshisekedi won the December 2018 election but had a minority in the National Assembly, where the FCC won majority of seats. Tshisekedi and Kabila then formed the coalition government in March 2019.

Meanwhile, several people were injured property damaged in Lingwala in the capital Kinshasa as activists from the Union for Democracy and Social Progress (UDSP) clashed with activists of ECT. The UDSP is associated with the president while ECT is a member party of former President Joseph Kabila's FCC.

Union sacrée : quelques pays puissants soutiennent les réformes initiées par F. Tshisekedi

<https://www.digitalcongo.net/article/5fd0f898469cd90017585c57/>

Kinshasa 09-12-2020 Politique - Ils appellent toutes les parties à œuvrer de bonne foi et à s'engager pacifiquement et zen toute quiétude dans ce processus de réforme, tout en les invitant aussi à bannir toute action qui pourrait générer violences et insécurité à travers le pays.

Dans une déclaration conjointe, la Suisse, les Usa, le Canada, le Royaume-uni, le Japon et la Corée du sud ont déclaré au lendemain du discours du chef de l'Etat apporter leur soutien au processus des réformes visant à garantir le changement que le peuple congolais demande.

Ce changement concerne la lutte contre la corruption et le renforcement de la démocratie.

« En tant que fidèle partenaire du peuple de la Rdc, nous continuerons de soutenir un processus de réforme visant à garantir les changements que le peuple congolais demande, notamment le renforcement de la démocratie et des institutions de la République, la lutte contre la corruption et

l'impunité, la consolidation de la paix et de la sécurité et la création d'une prospérité inclusive pour toutes et tous.

Il est essentiel que le gouvernement de la Rdc apporte des améliorations concrètes à la vie des congolaises et des congolais », précise ladite déclaration.

Les 6 pays signataires invitent chacun à s'engager dans le processus et à travailler de bonne foi pour le bien-être des congolais.

A cet effet, ils appellent toutes les parties à œuvrer de bonne foi et à s'engager pacifiquement et en toute quiétude dans ce processus de réforme, tout en les invitant aussi à bannir toute action qui pourrait générer violences et insécurité à travers le pays. Gisèle Tshijuka

Le Bcnudh et l'Asadho condamnent les violences perpétrées dans l'enceinte du parlement congolais

<https://www.digitalcongo.net/article/5fd0fa47469cd90017585c59/>

Kinshasa 09-12-2020 Politique - Les scènes de violences ont eu lieu dans l'enceinte du parlement opposant les deux camps politiques, d'une part le Fcc et le d'autre part, le Cach occasionnant des actes de vandalisme.

Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits humains(Bcnudh) et l'Association africaine des droits de l'homme(Asadho) montent au créneau pour fustiger avec fermeté les violences perpétrées dans l'enceinte du parlement de la Rdc entre différentes forces politiques du pays.

Le Bcnudh note que ces débordements sont incompatibles aux exigences d'une société démocratique et appelle toutes les parties à la retenue.

Condamne fermement les violences dans l'enceinte et aux alentours du Palais du peuple, incompatibles avec les exigences d'une société démocratique et invite les acteurs politiques à la retenue et à privilégier les moyens pacifiques d'expression, précise l'agence onusienne.

De son côté, l'Asadho invite le parquet général près la cour de cassation à ouvrir une enquête afin d'identifier les acteurs des violences survenues à l'Assemblée nationale.

Cette Ong des défenses des droits de l'homme appelle le parquet général près la cour de cassation d'engager des enquêtes contre les personnes impliquées dans les violences survenues à l'Assemblée nationale.

Par la bouche de son président, Jean-Claude Katende, l'Asadho précise que le silence du parquet risque de devenir une caution à la violence et au désordre.

La justice doit agir pour le bien de tous.

Pour rappel, les scènes de violences ont eu lieu dans l'enceinte du parlement opposant les deux camps politiques, d'une part le Fcc et le d'autre part, le Cach occasionnant des actes de vandalisme. Gisèle Tshijuka

UGANDA :

Uganda Needs Police Oversight Commission

<https://allafrica.com/stories/202012030105.html>

The death of more than 50 people as a result of protests action in Uganda has shocked the nation and the world. Protests erupted on November 18 following the arrest of Opposition leader Robert Kyagulanyi, aka Bob Wine, in Luuka District.

While the deaths are being investigated, the majority of the victims were shot by police and other security agencies personnel.

The Uganda Human Rights Commission (UHRC), noted a number of serious human rights violation that occurred, including the use of excessive force, which they attribute to "some errant

members of the law enforcement agencies, who were deployed to quell the protests." International and continental instruments are clear. The African Commission on Human and Peoples Rights Guidelines for Policing Assemblies by Law Enforcement Officials in Africa state that the intentional use of lethal force by law enforcers is prohibited unless it is strictly unavoidable in order to protect life, thus making it proportionate, and all other means are insufficient to achieve that objective, thus making it necessary. The violence and killings on November 18 call for an independent inquiry.(...)

Violence, deaths continue ahead of Uganda elections

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/violence-deaths-continue-ahead-of-uganda-elections-3219396>

Sunday December 06 2020 | By JONATHAN KAMOGA Last Monday, following weeks of deadly encounters between its supporters and Ugandan security agencies, Robert Kyagulanyi Ssentamu's National Unity Platform tweeted: "This is war, not presidential campaigns."

A few hours later, a police car ran over his supporters in an attempt to block the opposition presidential candidate from accessing a campaign rally venue. One supporter was killed and at least four others injured.

At the next campaign stop police fired tear gas and live bullets to disperse his supporters. The injured this time included one of the police guards officially allocated to the candidate, shot in the face with a rubber bullet.

At the third rally of the day, police fired live bullets at the candidate's car as he attempted to drive through a military barricade set up to block him from driving through the centre of Jinja City Centre. One bullet struck the windscreen of Mr Kyagulanyi's car, missing a fellow MP Francis Zaake, who was in the co-driver's seat, by a whisker. It wasn't 4pm yet.

Mr Kyagulanyi had seen enough. He suspended his campaigns, returned to Kampala and met the Electoral Commission chairperson to demand an intervention.

A month in, this is already the bloodiest general election in Uganda's history with more than 50 people shot dead last month in protests that broke out after Mr Kyagulanyi's arrest. The violence springs from the manner of campaigning in an election many saw as a foregone conclusion last year.

KENYA :

Kenya's first online art auction almost sells out, brings big relief to industry

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/magazine/kenya-first-online-art-auction-almost-sells-out-3215518>

Circle Art Agency set a record in October as Kenya's first art online auction. The agency has been hosting annual auctions of modern and contemporary East African art since 2013 and has attracted international buyers and a growing base of Kenyan collectors.

This first virtual auction was a small event, with just 37 lots of mostly secondary market and modern works. However, it achieved a 90 percent sell-out rate and recorded Ksh14 million (\$128,182) in sales.

"In spite of a difficult year, the East African art market is stable and growing," said Danda Jaroljmek, director of Circle Art.

The highest sale was a painting by the late Geoffrey Mukasa of Uganda, for Ksh1,053,900 (\$9,600). Record prices were attained for works by Peter Elungat of Kenya, Theresa Musoke of Uganda,

Nadir Tharani of Tanzania and Charles Sekano of South Africa

The online auction was occasioned by the closure of the Circle Art due to Covid-19 restrictions, prompting a rethink of selling channels. From conversations with galleries around the world, Danda recognised that keen collectors still look for art and that they were mostly buying from artists and galleries they were familiar with.

Somalia-Kenya frosty relationship: Who could be provoking who here?

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/somalia-kenya-frosty-relationship-3219522>

Sunday December 06 2020 | By FRED OLUOCH | The recent Kenya Somalia diplomatic spat where Somalia President Mohammed Abdullahi Farmaajo recalled his envoy from Nairobi, brings to the Farmaajo administration's displeasure at what he terms Kenya treating Somalia like a "foster child" and not an equal partner.

On November 29, Farmaajo recalled his ambassador to Kenya, Mohamud Ahmed Nur for "consultation." He also ordered Kenya's envoy to Somalia, Lucas Tumbo, to return to Nairobi, in what Mogadishu said was undue "interference" in the internal affairs of Somalia.

At the centre of the diplomatic spat is Jubbaland President, Ahmed Mohamed Islam, commonly known as Sheikh Madobe, who sources say always reneges on agreements after making calls or visiting Nairobi. The Farmaajo administration believes Sheikh Madobe has been working closely with Kenyan intelligence for "ulterior" motives.

Sheikh Madobe recently announced soon after landing in Kismayu from Nairobi that Jubbaland will not hold the elections for senators that were scheduled for December 1-10, until Mogadishu withdraws its troops from Gedo.

Mogadishu then accused Nairobi of having influenced Sheikh Madobe to go against the September election agreement with the view to destabilise the election process, but Kenya's Ministry of Foreign Affairs immediately termed the accusations false and "regretful".

"Kenya continues to support the people of Somalia in their quest for peace and stability, as well as making a meaningful contribution towards re-establishment of institutions of political governance," said the statement.

SOUTH SUDAN :

S. Sudan's presidency okays completion of unity government

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/south-sudan-presidency-unity-government-3224328>

Thursday December 10 2020 By GARANG A. MALAK Juba | Representatives of South Sudan's parties to the 2018 revitalized peace agreement have agreed to end the prolonged stalemate on formation of states governments and reconstitution of the National Legislative Assembly.

A meeting convened by President Salva Kiir on Wednesday in Juba agreed to a complete formation of unity government. It was attended by First Vice President Riek Machar, the other four vice presidents, Presidential National Security advisor, acting Presidential Affairs Minister and Cabinet Minister.

"The president's objective of the meeting was to discuss the establishment of states and local governments. After a cordial lengthy deliberation, the meeting resolved that the president appoints the state and local government of nine states, except that of Upper Nile.

"The meeting also resolved that the president proceeds to establish the Revitalized Transitional National Legislative Assembly and the Council of States," Cabinet Affairs Minister Martin Elia Lumuro said in a press statement.

Mr Lumuro added that the meeting also tasked the unity government to hold a national conference in Juba for all communities of Upper Nile State to discuss ways and means of ending tribal differences in the state, prior to the final decision on the appointment of their governor.

U.N. panel says South Sudan blocking its missions to violence-hit areas

<https://www.reuters.com/article/us-southsudan-politics-un/u-n-panel-says-south-sudan-blocking-its-missions-to-violence-hit-areas-idUSKBN28D1LI>

JUBA (Reuters) - Implementation of South Sudan's 2018 peace accord has stalled and authorities have blocked humanitarian access to areas where conflict has restarted, the U.N. panel of experts said in a report seen by Reuters on Thursday.

They also said there was a lack of transparency in how the government collected and spent oil and other revenues.

The government disputed the findings, saying agencies had access to all areas and it was working to fix the economy.

Oil-rich South Sudan erupted into civil war soon after securing independence from Sudan in 2011, leading to an estimated 400,000 deaths and one of the worst refugee crises on the continent since the 1994 Rwandan genocide.(...)

SUDAN :

Sudan will not normalise with Israel until removed from US terror list

<https://www.middleeastmonitor.com/20201202-sudan-will-not-normalise-with-israel-until-removed-from-us-terror-list/>

Demonstrators, mostly university students, gather in front of Faculty of Medicine of University of Khartoum during a protest against government's decision to resume diplomatic and commercial relations with Israel, in Khartoum, Sudan on 26 October 2020. [Mahmoud Hjjaj - Anadolu Agency] Demonstrators, mostly university students, gather in front of Faculty of Medicine of University of Khartoum during a protest against government's decision to resume diplomatic and commercial relations with Israel, in Khartoum, Sudan on 26 October 2020. [Mahmoud Hjjaj - Anadolu Agency]

December 2, 2020 at 5:04 pm

Sudan has apparently told the US that it will not normalise relations with Israel until Washington removes the African country from the list of states which "sponsor" terrorism, the New York Times has reported. The interim government in Khartoum is said to have marked the end of this year as the deadline to be taken off the list.

Following the United Arab Emirates and Bahrain, Sudan was set to be the third Arab government to normalise with Israel in recent months, encouraged by the US. Such a move, believes the Trump administration, helps to sideline Iran's growing influence in the Middle East and marginalise the Palestinian issue.(...)

ETHIOPIA :

Ethiopia: "On the right path to reform and democratization"

Sunday, 29 November 2020

Hirut Zemene, Ethiopia's Ambassador to Belgium, Luxembourg and the EU

The EU has expressed deep concerns about the situation in the Tigray region in Ethiopia and called on the central government and the Tigray People's Liberation Front (TPLF), a former member of the government coalition, to end the hostilities there and return to dialogue on a peaceful solution. The situation in Tigray – one of Ethiopia's ten regions with a population of about 6 million –

deteriorated in the beginning of November when TPLF forces attacked government military installations in the region.

Asked whether Ethiopia regards the conflict in Tigray as an internal conflict, its ambassador in Brussels, Hirut Zemene, replied that Ethiopia is not an isolated island. "We are part of a multilateral world and need to brief our partners on what is going on," she said, referring to high-level meetings in Brussels last week.

"That said, we consider the conflict in Tigray as an internal issue and a matter of protecting our constitutional order and territorial integrity. At the current stage, the situation can be handled by our government." That was also what the envoys from the African Union (AU) were told this week by Ethiopia's Prime Minister Abiy Ahmed.(...)

SOMALIE :

Tensions diplomatiques entre la Somalie et le Kenya après des accusations d'ingérence politique

<https://www.agenceecofin.com/politique/3011-82992-tensions-diplomatiques-entre-la-somalie-et-le-kenya-apres-des-accusations-dingerence-politique>

(Agence Ecofin) - La Somalie a rappelé son ambassadeur près le Kenya le dimanche 29 novembre, après avoir accusé Nairobi de s'ingérer dans ses affaires politiques. Selon Mogadiscio, le Kenya a exercé des pressions politiques sur le président de la région du Jubaland afin que celui-ci rejette le consensus électoral.

Les relations diplomatiques entre le Kenya et la Somalie se sont détériorées ces dernières heures, après que Mogadiscio a accusé Nairobi d'ingérence politique. Dimanche 29 novembre, les autorités somaliennes ont annoncé avoir rappelé leur ambassadeur près le Kenya, Mohamud Ahmed Nur Tarsan.

Selon le ministère somalien des Affaires étrangères, cette décision a été prise en réponse à l'ingérence du Kenya dans les futures élections de l'Etat régional du Jubaland. Mogadiscio accuse en effet son voisin de l'ouest de faire pression sur le président de cette région afin que celui-ci mette en œuvre des actions allant dans le sens des intérêts politiques et économiques kényans ; ce qui viole les règles diplomatiques et met en péril l'accord politique récemment conclu dans le pays.

« Le gouvernement a pris cette décision tout en préservant sa souveraineté nationale après qu'il est apparu que le Kenya s'immisce délibérément dans les affaires de la Somalie, en particulier celles du Jubaland », a déclaré dans un communiqué, Mohamed Ali Nur (photo), secrétaire permanent du ministère des Affaires étrangères de la Somalie. Et d'ajouter : « le gouvernement somalien regrette les ingérences manifestes et flagrantes du gouvernement du Kenya dans les affaires intérieures et politiques de la République fédérale de Somalie, qui peuvent constituer un obstacle à la stabilité, la sécurité et au développement de toute la région ».(...)

Long history of mistrust in Somalia extends beyond elections

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/long-history-of-mistrust-in-somalia-extends-beyond-election-3219536>

Sunday December 06 2020 | By FRED OLUOCH | Political disagreements combined with other challenges such as floods, drought locusts, Covid-19, and insecurity posed by Al-Shabaab, are set to delay Somalia parliamentary elections.

The election of the 54 members of the Somalia Senate failed to kick off on December 1, due to dispute over the composition of the election committees between the federal government and some Federal Member States supported by the opposition presidential candidates.

Compared with 2016 when the election of the Upper House was completed in October, this year's Senate — that was scheduled for December 1 to 10 — has been delayed because some regional states, such as Jubbaland and Puntland, have not yet formed the state-level election committees because of what they see as interference from the centre.

At the same time, the national election committee has been rejected as partisan for dominated by federal government employees, members of the national intelligence agency, and supporters of President Mohamed Abdullahi Farmaajo.

At a Webinar organised by International Crisis Group (ICG) on December 2, Somalia watchers now say that the political disputes that are preventing the technical aspects of the elections agreement signed in September from meeting its timelines.

Elector composition

“The technical side is supposed to improve accountability with the involvement of civil society playing a bigger role in helping pick the electors (Electoral College) together with the clan elders. But now it is facing a challenge because of political disputes over the composition of election committees and how to pick members of the Upper and Lower houses from Somaliland,” said Omar Mahmood, the ICG senior analyst for Somalia.

The 14 presidential candidates that met in Mogadishu between November 21 and 25 under the umbrella of the Presidential Candidates Forum, has demanded overhaul of the electoral committees, and accused Intelligence Chief, Fahad Yasin, of interference in the election by influencing the composition of national and state-level election committees, especially in Hirshabelle and Galmudug states.

But Villa Somalia maintains that the elections must go on as scheduled, and accused the opposition of delays after “sensing defeat”.

Appeals by the international community for fresh dialogue have so far been ignored.

Jubbaland President, Ahmed Mohamed Islam, has added to the confusion by demanding that election in his state will only be held after Mogadishu withdraws its troops from Gedo region as per the September election agreement.

****** L'AFRIQUE DU SUD ******

MADAGASCAR :

Madagascar : la sécheresse touche la capitale

<https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/madagascar-la-secheresse-touche-la-capitale-898034.html>

Antananarivo est en proie à une pénurie d'eau sans précédent. Des citernes sont en cours d'installation dans plusieurs quartiers. Cette rupture d'approvisionnement est due à la sécheresse et à l'état déplorable du réseau d'alimentation, 10 des 148 kilomètres ont été rénovés. Insuffisant ! Alors que l'opération kéré bat son plein pour venir en aide à la population du Sud de Madagascar où la famine frappe depuis des mois, le gouvernement de la Grande île doit faire face à une sécheresse sans précédent qui touche les trois quarts du pays. A Tananarive, des camions citernes sont contraints d'apporter de l'eau dans les quartiers. Le précieux liquide ne coule plus au robinet. Sur les hauts plateaux cette pénurie est due au manque de pluie, mais surtout à un réseau de distribution vétuste. La municipalité a engagé des travaux de rénovation, mais ils sont tradifs et insuffisants. Seulement 10 kilomètres de tuyaux ont été rénovés sur les 148 km qui doivent être changés précise 2424.mg. Cette situation n'est pas imputable à l'équipe actuelle, elle est la conséquence logique d'années d'une imprévoyance totale et de politiques inconséquentes.

Une semaine sans eau

Pour essayer de répondre à l'urgence et stocker un peu d'eau lors des prochaines pluies, 120 citernes de 10 m3 sont en cours d'installation. C'est insuffisant, mais c'est déjà ça, en attendant mieux. Dans le même temps, les responsables de la distribution de l'eau potable ont annoncé qu'ils augmentaient la production de 1000 m3, tous les jours. Elle devrait permettre de répondre aux besoins, et recharger les camions citernes de 10 à 25 m3 qui transportent l'eau potable vers les 120 citernes.(...)

SOUTH AFRICA :

SOUTH AFRICA FEARS COVID-19 RESURGENCE AS CLUSTER OUTBREAKS FLARE

<https://ewn.co.za/2020/12/03/south-africa-fears-virus-comeback-as-cluster-outbreaks-flare>

Officials in Africa's hardest virus-hit country are scrambling to contain infections after a flare-up was reported in the impoverished Eastern Cape province and adjacent Western Cape province last month.

JOHANNESBURG, South Africa - Localised coronavirus outbreaks in parts of South Africa have raised fears that the country could see a resurgence in cases compounded by gatherings during the upcoming festive season.

Officials in Africa's hardest virus-hit country are scrambling to contain infections after a flare-up was reported in the impoverished Eastern Cape province and adjacent Western Cape province last month.

The national number of new daily cases crept over 3,000 last week, up 50 percent from an average of 2,000 earlier in November.

More than half the increase is driven by infections in the Eastern Cape and around 25 percent by cases in the Western Cape.

"(The) small cluster outbreaks which we are seeing... are transient," Health Minister Zweli Mkhize said during an emergency trip to the Eastern Cape last week.(...)

BOTSWANA :

Botswana : le gisement A4 augmente les ressources de cuivre du projet Motheo

<https://www.agenceecofin.com/cuivre/0212-83101-botswana-le-gisement-a4-augmente-les-ressources-de-cuivre-du-projet-motheo>

(Agence Ecofin) - Selon la première estimation de ressources publiée mardi par Sandfire Resources, le gisement A4, adjacent à son projet Motheo, héberge 100 000 tonnes de cuivre dans la catégorie inférée. La société veut améliorer ces estimations et préparer l'intégration de l'actif au plan minier de Motheo.

Le gisement A4 héberge 6,5 millions de tonnes de ressources minérales inférées à une teneur de 1,5% pour 100 000 tonnes de cuivre. C'est ce qui ressort de la première estimation JORC publiée le 1er décembre par Sandfire Resources pour cet actif situé au sein de la zone de son projet Motheo au Botswana.

La compagnie s'attèle désormais à mener différentes études pour intégrer le gisement au plan minier de Motheo, dont l'usine de traitement sera installée à seulement 8 km de A4.

« Nous allons faire progresser rapidement cette première ressource minérale [le forage étant déjà en cours pour la faire passer au statut de ressource indiquée, Ndlr] et commencer des travaux sur une étude de préfaisabilité visant à l'intégrer comme source de minerai pour l'usine de traitement agrandie de 5,2 millions de tonnes par an à Motheo », a déclaré Karl Simich (photo), PDG de la compagnie.(...)

ZIMBABWE :

Zambie/ Zimbabwe : la ZRA prévient contre une arnaque organisée autour de la construction du barrage de Batoka

<https://www.agenceecofin.com/centrale/0312-83169-zambie/zimbabwe-la-zra-previent-contre-une-arnaque-organisee-autour-de-la-construction-du-barrage-de-batoka>

(Agence Ecofin) - Au Zimbabwe, la Zambezi River Authority essaie d'avertir les populations contre des individus peu scrupuleux qui leur prennent de l'argent en leur promettant des emplois sur le projet de barrage. Elle rappelle que les offres d'emploi seront publiées de manière à donner les mêmes chances à tous.

La Zambezi River Authority a affirmé qu'elle donnera des opportunités d'emplois égales aux citoyens du Zimbabwe et de la Zambie dans le cadre de la construction de la centrale hydroélectrique de Batoka Gorge. Cette précision intervient après des rumeurs selon lesquelles des individus au Zimbabwe auraient démarré le recrutement de la main d'œuvre contre paiement d'un certain montant.

« Les rumeurs affirment que des enregistrements se font parmi les populations riveraines du Zimbabwe. Des personnes prétendant être des recruteurs agréés par l'autorité ou des développeurs enregistrent illégalement les gens et prennent de l'argent chez des citoyens peu méfiants résidant dans les villages et les townships de Hwange, Jambezi et alentours », a affirmé le ZRA.

L'autorité demande aux citoyens d'être plus prudents. Elle rassure que toute offre d'emplois dans le cadre du projet sera publiée dans les masses media afin de donner à tous une chance égale de bénéficier des retombées économiques et sociales du projet.(...)

ZAMBIA :

Zambia shows how the West must lend like China, says Mark Mobius

<https://www.theafricareport.com/52562/zambia-shows-how-the-west-must-lend-like-china-says-mark-mobius/>

Mark Mobius spent more than 30 years with Franklin Templeton Investments before starting Mobius Capital Partners in 2018.

Zambia's default shows that Western lending to Africa needs to become more like that of China, veteran emerging markets investor Mark Mobius tells The Africa Report.

Western loans need to stop being used to support government bureaucracies. Instead, lenders need to focus on roads, bridges, power infrastructure and expanding Internet access, Mobius says from Dubai: "People survive in the informal market and we need to support them with infrastructure. These are the things that help the small guys do business."

Western lenders say they can't tell if Zambia is treating them the same as Chinese lenders. A committee representing holders of 40% of Zambia's Eurobonds says that the transparency that would allow them to consider debt relief request is lacking and that there has no direct engagement with the government.

China, Mobius says, lends for specific projects such as roads and then brings in the personnel needed to build it. The approach has been "very effective" in terms of building infrastructure.(...)

MALAWI :

Malawi : Lotus Resources lève 5 millions \$ pour continuer les travaux visant à redémarrer la mine d'uranium Kayelekera

<https://www.agenceecofin.com/uranium/2711-82938-malawi-lotus-resources-leve-5-millions-pour-continuer-les-travaux-visant-a-redemarrer-la-mine-d-uranium-kayelekera>

(Agence Ecofin) - Au Malawi, Lotus Resources a annoncé une levée de fonds de 5 millions \$ afin d'avancer sur le redémarrage de la mine d'uranium Kayelekera. Le financement permettra de poursuivre les études de faisabilité tout en améliorant la compréhension des ressources grâce à l'exploration.

La compagnie minière australienne Lotus Resources a annoncé le 27 novembre un placement de 62,5 millions d'actions à 0,08 \$ l'action auprès de divers investisseurs. Elle compte lever ainsi 5 millions \$ qui financeront les travaux entrant dans le cadre du redémarrage de la mine d'uranium Kayelekera au Malawi.

Il s'agit notamment d'études de faisabilité plus avancées que l'évaluation exploratoire menée récemment. La société examinera également la possibilité de mener de nouveaux travaux d'exploration pour accroître les ressources uranifères du projet tout en conduisant une évaluation du potentiel en rutile et en terres rares. Notons qu'une partie des fonds récoltés servira à rembourser Paladin Energy, ancien propriétaire du projet, mais aussi à financer les coûts du régime d'entretien et de maintenance.

Pour rappel, Kayelekera héberge 37,5 millions de livres d'oxyde d'uranium d'après une estimation de mars dernier. Par ailleurs, il faudra, selon l'étude exploratoire publiée en octobre, 50 millions \$ à Lotus Resources pour redémarrer la mine.

NAMIBIE :

Namibie: un candidat nommé Adolf Hitler remporte une élection locale

<https://www.lenouvelliste.ch/articles/monde/namibie-un-candidat-nomme-adolf-hitler-remporte-une-election-locale-1014192>

INSOLITE Ce Namibien porte un nom peu ordinaire. Adolf Hitler Uuona a été élu au conseil municipal de sa région. Mis à part le nom, il n'a rien en commun avec le fondateur du nazisme. Il s'appelle Adolf Hitler Uunona, il a 54 ans et il a remporté une élection locale en Namibie avec 85% des voix. Élu conseiller dans la circonscription d'Ompundja, l'homme au célèbre homonyme a rapidement acquis une notoriété internationale.

La Namibie étant une ancienne colonie allemande, il n'est pas rare de trouver des lieux et rues portant encore des noms germaniques dans ce pays de l'Afrique du Sud-Ouest.(...)

ANGOLA :

Angola : Un imam guinéen assassiné dans la province de Lundanote...

<https://www.africaguinee.com/articles/2020/11/30/angola-un-imam-guineen-assassine-dans-la-province-de-lundanote>

LUANDA-Un autre guinéen vient de tomber en Angola. L'imam Baba Diané a été tué dans la nuit du samedi à dimanche 29 décembre par des hommes armés, dans une localité située à 70 Km de la province de Lundanote. Les malfrats ont tiré sur lui au niveau de la tête, a appris Africaguinee.com. Baba Diané, la victime, est un guinéen originaire de Dabola. C'est aux environs de 3 heures du matin du samedi que des hommes armés de fusils sont arrivés dans la localité où il s'était rendu auprès de la famille de son grand frère. Les assaillants ont tiré sur lui à bout portant, selon Kandia Bayo, un ami proche de la victime.

« C'était notre imam, on a longtemps vécu ensemble. On a fait la prière de vendredi ensemble. Mais là nous on est, c'est en province, mais lui il est parti dans un petit village loin de la ville et c'est là-bas où il habitait. Dans la nuit de samedi à dimanche, des hommes armés sont venus les attaquer vers 3 heures du matin. Pendant l'opération, lui il a profité pour ouvrir la porte et sortir voir ce qui se passait. Les bandits étaient déjà sur le terrain.(...)

MOZAMBIQUE:

Jihadists attack village near Mozambique gas project

<https://www.thecitizen.co.tz/tanzania/news/africa/jihadists-attack-village-near-mozambique-gas-project-3223274>

Wednesday December 09 2020 | AFP | Maputo, Mozambique. Islamist militants have attacked and occupied a northern Mozambican village in their closest raid yet to a giant gas project, military sources told AFP Tuesday.

Jihadists launch an assault late Monday on the village of Mute, located about 20 kilometres (12 miles) from the Afungi peninsula -- the centre of a multi-billion-dollar scheme to build a liquefied natural gas (LNG) plant in Cabo Delgado province.

The attackers targeted government soldiers in the village and torched homes.

"After the terrorists attacked our position, reinforcements were sent to repel the attack," said an unnamed senior military source based in Palma, the provincial capital.

"At this point the clashes on the ground continue" the source said early Tuesday.

Mute lies in a buffer zone between the gas project and the jihadist-controlled port of Mocimboa da Praia.

The attack has raised concerns about security at the Afungi peninsula, where the French energy major Total and the United States' Exxon Mobil are among the investors, the military source said. According to another military source, air force reinforcements from a private military contractor, Dyck Advisory Group have been deployed from Pemba to shore up government troops seeking to retake Mute.

The US State Department's counterterrorism coordinator, Nathan Sales, who has just returned from a working visit to Mozambique, condemned the outsourcing of military work to commercial outfits to fight extremist violence.

"The way to fight terrorists is not to send in a bunch of mercenaries, to loot natural resources and then abscond," Sales said on Tuesday during a telephone press conference hosted from Washington. A police spokesman in Cabo Delgado did not return calls seeking comment.

Jihadists have stepped up attacks in recent months in a declared campaign to create a caliphate in the gas-rich region.

Violence has claimed more than 2,300 lives since October 2017, according to the US based NGO Armed Conflict Location & Event Data Project, while the government says at least 500,000 people have fled their homes.

President Filipe Nyusi has said his government was "open to any support offered to combat terrorists".

The United States last week expressed its "keen" interest in partnering with Mozambique to tackle terrorism.

"What we need to do is to make sure that we in the US are making available to our Mozambican partners every capability that we have to help them degrade and ultimately defeat that terrorist threat," Sales said.

He said South Africa "has a special role to play" in combating the insurgency "as an economic power, as a military power, as a strong democracy that much of the rest of the continent looks to for inspiration and leadership."

"I'm hoping we'll be able to find ways to partner together with ... Pretoria to degrade and defeat terrorist threats in this part of the continent," he said.

2,2 millions de personnes vivent avec le VIH au Mozambique

<http://french.peopledaily.com.cn/Afrique/n3/2020/1202/c96852-9794740.html>

Le Mozambique compte près de 2,2 million de personnes vivant avec le VIH/SIDA, et le taux de prévalence de cette maladie reste actuellement de 13,2% parmi la population âgée de 14 à 49 ans dans le pays, a rapporté mardi le président mozambicain, Filipe Nyusi.

En 2019, près de 120.000 nouvelles contaminations ont été recensées dans ce pays chez des adultes, et près de 15.000 chez des enfants de moins de 14 ans, selon le président qui s'exprimait lors d'une cérémonie à Maputo marquant la Journée mondiale du sida.

Ce chiffre "démontre que nous avons encore un long chemin à parcourir pour ce qui est d'adopter des moyens de prévention efficaces contre la contamination de cette maladie", a déclaré le président.

Le COVID-19 est un autre défi pour les efforts de lutte contre le VIH/SIDA, car ce dernier n'a pas disparu avec l'émergence du COVID-19, et ce devrait être le souci de tout le monde de combattre la maladie.

Les statistiques révèlent que la province du Zambèze dans le centre du pays compte le nombre d'infections le plus élevé, à un niveau de près de 27.000, suivie par la province de Nampula, qui est la seule à afficher une tendance de croissance nette.(...)

GUINEA BISSAU :

Guinea-Bissau: State decoration proposed for Cuban medics aiding Covid-19 effort

<https://www.macaubusiness.com/guinea-bissau-state-decoration-proposed-for-cuban-medics-aiding-covid-19-effort/>

The government of Guinea-Bissau has decided to propose that a team of doctors from Cuba who came to the country to help combat the new coronavirus pandemic should be decorated by the state. The decision was taken at the extraordinary meeting of cabinet that took place on Tuesday, following a proposal made by the minister of foreign affairs, Suzi Barbosa.

The government proposes that the medal of cooperation, merit and development be awarded to the Henry Reeve Brigade "for the positive results obtained in combatting the Covid-19 pandemic in

Guinea-Bissau”, according to the cabinet statement.

The Henry Reeve Brigade – official name The International Contingent of Doctors Specialized in Disasters and Serious Epidemics “Henry Reeve” – is a Cuban group of medical professionals established in 2005 with the mission of international medical solidarity, and which is deployed worldwide in major health crises.

The brigade’s team arrived in Guinea-Bissau in June.

Guinea-Bissau has a cumulative total of 2,441 confirmed cases of the new coronavirus that causes Covid-19, 64 of which remain active. There have been 44 deaths associated with the disease.(...)

CABO VERDE / CAP VERT :

Le Cap-Vert soutient la décision «légitime» du Maroc de rétablir la circulation des biens et des personnes

<https://lematin.ma/journal/2020/cap-vert-soutient-decision-legitime-maroc-retablir-circulation-biens/348895.html>

Le Cap-Vert a exprimé son soutien au Royaume du Maroc dans sa décision «légitime» d’intervenir pacifiquement pour rétablir la circulation des biens et des personnes dans la zone de Guergarate au Sahara marocain. «Le Cap-Vert, qui entretient d’excellentes relations d’amitié et de coopération avec le Royaume du Maroc et œuvre pour la promotion de la paix, du respect des droits humains et du bon fonctionnement de l’État de droit démocratique dans le monde entier, exprime son soutien au Royaume dans sa décision légitime d’intervenir pacifiquement pour rétablir la circulation des biens et des personnes dans la zone, et ce en parfaite conformité avec la légalité internationale», a affirmé le ministre capverdien des Affaires étrangères, M. Luis Filipe Tavares, dans une lettre adressée au ministre des Affaires étrangères, de la coopération africaine et des Marocains résidant à l’étranger, Nasser Bourita.

Dans cette lettre, M. Filipe Tavares souligne que son pays «condamne fermement les provocations dangereuses survenues dans la zone tampon de Guergarate», notant que «ces actes hostiles visant à semer l’insécurité et l’instabilité dans la région représentent une menace à la libre circulation civile et commerciale et une violation des accords en vigueur».(...)

SAO TOME AND PRINCIPE :

São Tomé and Príncipe National Olympic Committee fund surfing project for girls

<https://www.insidethegames.biz/articles/1101448/costp-funding-surfing-lessons-for-girls>

The São Tomé and Príncipe National Olympic Committee (COSTP) is helping girls between the ages of 6 and 18 take part in surfing lessons.

COSTP is working with the National Surfing Federation and the country’s Surfing Academy on the Surfers Proud of Africa’s Women (SOMA) project.

The SOMA project aims to use surfing to develop girls’ self-esteem and resilience and help them step out of their comfort zones.

It also introduces surfing to underprivileged girls as a way for them to spend their free time and make them more autonomous.

COSTP will take care of both the transport to take participants to training and internet access to facilitate contact with parents.

It will also cover coaching-related costs.

São Tomé and Príncipe, a former Portuguese colony, made its Olympic debut at Atlanta 1996 and has competed at every Summer Games since.

They have never won a medal and sent three athletes to Rio 2016, in athletics and canoeing.

COSTP recently opened its renovated headquarters in Quinta Santo António.

TIMOR-LESTE :

Woodside speeds up seismic analysis offshore Timor-Leste

<https://www.offshore-mag.com/geosciences/article/14188310/woodside-speeds-up-seismic-analysis-offshore-timorleste>

Woodside Energy has joined the band of companies that have simultaneously used more than 1 million virtual central processing units on Amazon Web Services infrastructure.

PERTH, Australia – Woodside Energy has joined the band of companies that have simultaneously used more than 1 million virtual central processing units (vCPU) on Amazon Web Services (AWS) infrastructure.

Late last month, the company executed the million-vCPU scale computing workload across three AWS regions in the US to perform full-waveform inversion on 3,200 sq km (1,235 sq mi) of 3D seismic data from the Greater Sunrise gas resource, offshore Timor-Leste.

According to Woodside, the extra capacity provided by the AWS infrastructure allowed analyses to be run in parallel, delivering results in less than 2 hours.

Chief technology officer Shaun Gregory said: “Three years ago, I challenged our subsurface and digital teams to get seismic delivered in days, not weeks.

“They met the ‘days’ challenge last year and have now surpassed it. Being able to get seismic results in hours – about 150 times faster – means that we can be decision-ready sooner.”

AWS vp Engineering Bill Vass claimed that Woodside “is the first energy company to reach this scale.”

Earlier this year AWS agreed to become the company’s strategic cloud provider.

**** AFRIQUE DU NORD ****

EGYPT :

Egyptian Officials: 6 Dead in Alexandria Apartment Building Collapse

<https://www.voanews.com/middle-east/egyptian-officials-6-dead-alexandria-apartment-building-collapse>

Officials in the Egyptian coastal city of Alexandria say at least six people were killed when an aging apartment building collapsed late Wednesday.

Speaking to reporters at the scene, Alexandria provincial Governor Mohamed el-Sherif said two families were in the building when it collapsed, and a total of nine people became trapped in the rubble. He said rescue crews managed to save a child.

Officials told the Reuters news service those killed included three men and three women.

Sherif said the building was the subject of three demolition orders, which had apparently been ignored. Residents of an adjacent complex say they had been evacuated from their building as the structure appeared to be damaged as well.

Building collapses are not uncommon in Egypt, where shoddy construction is widespread in informal housing, poor city neighborhoods and rural areas.(...)

ALGERIE :

Algérie : Femme âgée de 58 ans frappée par son frère pour cette raison

<https://www.dzairdaily.com/algerie-femme-agee-58-ans-est-frappee-frere-raison/>

Algérie – Une dame âgée de 58 ans raconte qu'elle est battue par son frère et jetée à la rue et se retrouve sans toit au-dessus de la tête depuis presque un an maintenant, pour la simple raison que la femme de cet homme n'appréciait pas sa présence.

Des histoires tragiques comme celle de cette femme âgée de presque 60 ans et qui dit avoir fait l'objet de maltraitance par son frère et jetée hors de la demeure familiale, choquent beaucoup en Algérie. Frappée et mise à la porte, la dame traîne dans les trottoirs de Kouba en mendiant sans abri à laquelle le froid de décembre gèle les os.

Elle raconte son drame dans une émission de la chaîne Echorouk TV. Les spectateurs sont restés bouche-bée devant ce spectacle macabre d'une femme âgée qui relate son calvaire familial. « C'est mon frère qui m'a pourchassée de la maison », affirme-t-elle. « A vrai dire, il a fait ça sous l'injonction de son épouse ».

Lors d'une discussion tendue, la dame aurait précisé à sa belle-sœur qu'elle était dans la maison de son paternel. Le frère, lui, n'aurait pas aimé entendre ça. Il se serait impliqué au milieu de la dispute verbale entre les deux femmes. Mais ce n'était pas, selon l'intervenante, pour s'interposer entre elles en vue d'une résolution à l'amiable.(...)

MAROC :

Le Maroc, un choix avantageux pour l'Europe

<https://www.bladi.net/maroc-choix-avantageux-europe,76941.html>

Le Maroc est actuellement une alternative crédible pour les pays européens. Face à la presse, mardi, à Rabat, le ministre de l'Industrie, du commerce, de l'économie verte et numérique, Moulay Hafid Elalamya présenté tous les avantages que présente le Maroc pour l'industrie européenne et combien

il est fiable d'y investir.

Le climat des affaires au Maroc est tout ce qu'il y a de plus fiable et stable. Le ministre de l'Industrie et du commerce ne tarit pas d'éloges sur les nombreux avantages qui font du Maroc, un choix judicieux. Il évoque sa proximité géographique avec l'Europe, les coûts logistiques, la réduction de l'empreinte environnementale de la supply chain. C'était au cours de la conférence de presse tenue à l'issue d'un entretien avec le Commissaire européen à l'élargissement et à la politique européenne de voisinage (PEV), Olivér Várhelyi, en visite de travail au Maroc, rapporte la MAP.

Le ministre, dans une opération de charme à destination des industriels européens, les a invités à poursuivre et à accélérer leur développement au Maroc dans le cadre des nouvelles chaînes de valeurs régionales. Il a précisé que le Maroc qui a suffisamment fait ses preuves durant la pandémie du Covid-19, ambitionne de jouer un rôle essentiel dans la mise en place de chaînes de valeur régionales au niveau euro-méditerranéen. Il a rappelé que « le Maroc, qui a franchi des pas importants dans sa transition énergétique, est résolument engagé dans la transition verte de son économie, à travers son plan de relance industriel dont l'industrie décarbonée et circulaire constitue la pierre angulaire ».(...)

TUNISIE :

Perlimpinpin. En Tunisie, un député brandit un remède miracle contre le Covid-19

<https://www.courrierinternational.com/article/perlimpinpin-en-tunisie-un-depute-brandit-un-remede-miracle-contre-le-covid-19>

À l'heure où la course aux vaccins contre le Covid-19 bat son plein, un député tunisien a affirmé en pleine séance parlementaire détenir un médicament conçu dans le pays. Il est surtout devenu la risée des internautes.

Samedi 28 novembre, au Parlement tunisien, les élus débattent du budget de l'État 2021. C'est alors que Seifeddine Makhlouf, un député proche des islamistes, prend la parole avec une petite fiole à la main. Selon lui, il s'agirait d'un médicament récemment breveté, issu d'un laboratoire privé qui n'a pas bénéficié du soutien de l'État :

Si notre ministère de la Santé apporte son soutien à ce médicament, le monde entier nous en achètera."

La sortie improbable de ce député, connu pour ses positions populistes, a fait le buzz sur Facebook, et c'est sans doute ce que cherchait l'intéressé, fait remarquer le site d'information indépendant Kapitalis. "Néanmoins, pas sûr que la nature des réactions lui ait plu. Ce sont surtout des moqueries qu'[il] a récoltées."(...)

LYBIA :

Foreign fighters a 'serious crisis' in Libya, UN mission chief tells high stakes political forum

<https://news.un.org/en/story/2020/12/1079122>

The 20,000 foreign fighters now in Libya represent "a serious crisis" and "a shocking violation of Libyan sovereignty", UN Acting Special Representative Stephanie Williams said on Wednesday, during the latest meeting under the country's political dialogue forum.

Seventy-five people from across the social and political spectrum of Libyan society are taking part in the forum, aimed at establishing a transitional body that will govern the country in the lead-up to elections next year.

"You may believe that these foreigners are here as your guests, but they are now occupying your house. This is a blatant violation of the arms embargo", said Ms. Williams, who also heads the UN Support Mission in Libya (UNSMIL).

"They are pouring weapons into your country, a country which does not need more weapons. They

are not in Libya for your interests, they are in Libya for their interests. Dirou balkom (take care). You have now a serious crisis with regard to the foreign presence in your country.”

Chaos, ceasefire and dialogue

Following the overthrow of President Muammar Gaddafi in 2011, Libya descended into chaos, resulting in the country being divided between two rival administrations: the Government of National Accord (GNA), based in the west, and the Libyan National Army (LNA), located in the east.

The sides agreed a ceasefire in October in Geneva, after mediation led by Ms. Williams. Provisions included the withdrawal of all military units and armed groups from the frontlines, and the departure of mercenaries and foreign fighters from the country.(...)

**** AFRIQUE DE L'OUEST ****

COTE D'IVOIRE :

En Côte d'Ivoire, les chanteurs Yodé et Siro en garde à vue pour « outrage à magistrat »

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/12/03/en-cote-d-ivoire-les-chanteurs-yode-et-siro-en-garde-a-vue-pour-outrage-a-magistrat_6062020_3212.html

La justice reproche aux deux artistes, connus pour être très critiques vis-à-vis du pouvoir, d'avoir manqué de respect au procureur d'Abidjan durant un concert.

Yodé et Siro, un duo de chanteurs populaires en Côte d'Ivoire, ont été placés en garde à vue, mercredi 2 décembre, au terme d'une longue audition, après avoir critiqué publiquement un magistrat, a annoncé leur avocat Jean-Serge Gbougnon à l'AFP : « Ils ont décidé de les garder à vue pour les présenter demain, jeudi, à un procureur. Ils ont été entendus pendant six heures pour outrage à magistrat, troubles à l'ordre public et diffamation. »

Ils avaient été convoqués mercredi matin par la section de recherches de la gendarmerie nationale. Yodé et Siro avaient critiqué le travail du procureur d'Abidjan, Richard Adou, lors d'un concert le week-end passé à Yopougon, un quartier populaire de la capitale ivoirienne. « Le procureur (...) est le procureur d'un seul camp. C'est quel pays ? Allez dire au procureur Adou Richard qu'un mort est un mort », avaient chanté les artistes, selon une vidéo partagée sur les réseaux sociaux.(...)

Côte d'Ivoire : Laurent Gbagbo annonce son retour au cours de ce mois de décembre 2020 (Avocat)

<https://www.niameyetles2jours.com/l-uemoa/uemoa/1012-6292-cote-divoire-laurent-gbagbo-annonce-son-retour-au-cours-de-ce-mois-de-decembre-2020-avocat>

(Niamey et les 2 jours) - Neuf ans après son transfèrement à la Cour pénale internationale (CPI), l'ex-président Laurent Gbagbo devrait bientôt revoir la Côte d'Ivoire. En possession de ses passeports, il a chargé son parti d'entamer les négociations avec les autorités pour son retour au cours de ce mois, selon son avocate.

L'ancien président ivoirien, Laurent Gbagbo (photo), envisage de rentrer en Côte d'Ivoire au cours de ce mois de décembre 2020, après avoir reçu deux passeports, l'un ordinaire et l'autre diplomatique, a annoncé son avocate Maître Habiba Touré, à travers un communiqué publié ce vendredi.

« Le Président Laurent Gbagbo a reçu ce jour deux passeports, un ordinaire et un diplomatique des mains de Madame l'ambassadeur Nogozen Bakayoko, chef de Cabinet du ministre des Affaires étrangères, et de Monsieur Abou Dosso, ambassadeur de la République de Côte d'Ivoire en Belgique », fait savoir le communiqué.

Précisant toutefois que « comme il [Laurent Gbagbo, Ndlr] l'a affirmé, lors de sa dernière interview du 29 octobre dernier sur TV5 Monde, il n'a pas à négocier ce qui revient de droit à un citoyen. Néanmoins, il salue l'acte que viennent de poser les autorités ivoiriennes qui, selon lui, va dans le sens de l'apaisement ».

« Ayant maintenant son passeport, il envisage de rentrer en Côte d'Ivoire, au cours du mois de décembre 2020, et a désigné à cet effet, le ministre Assoa Adou, Secrétaire général du Front populaire ivoirien (FPI), pour approcher les autorités compétentes afin d'organiser son retour dans la quiétude, conformément à son statut d'ancien président de la République », poursuit la note. Un engagement politique toujours présent

Fidèle à sa ligne d'homme politique engagé, Laurent Gbagbo semble par ailleurs déjà annoncer les couleurs dans la perspective de son retour au pays. Il appelle, en effet, clairement à la libération de tous les prisonniers, aussi bien ceux de la crise électorale de 2020 que celle de 2010-2011.

« A la lumière des récents événements qui ont endeuillé la Côte d'Ivoire, l'obtention de son passeport est un épiphénomène. [...] Le Président Laurent Gbagbo s'incline devant la mémoire de tous les morts de la crise pré et post-électorale de 2020 », indique le communiqué.

« Il demande de nouveau la libération de tous les responsables politiques et de la société civile, injustement incarcérés à la suite de la volonté de Monsieur Alassane Ouattara de briguer un 3ème mandat. L'arrestation récente de ces personnes ne devrait pas nous faire oublier que depuis plusieurs années, des députés, des militaires et des civils croupissent encore dans les geôles ivoiriennes », déclare Maître Habiba Touré.

Et d'ajouter qu'on « ne peut pas emprisonner des leaders politiques parce que ceux-ci ont fait valoir leur droit de dire non à un 3ème mandat inconstitutionnel. [...] Ce n'est pas respecter le droit que de les arrêter et/ou les emprisonner, à cause d'une déclaration d'intention ». Borgia Kobri

MALI :

Mali : Keba Sangaré, un général-gouverneur controversé

<https://www.jeuneafrique.com/1084971/politique/mali-keba-sangare-un-general-gouverneur-controverse/>

Le général Kéba Sangaré a été nommé gouverneur de la région de Bougouni.

Ancien chef d'état-major de l'armée de terre, le général de brigade Keba Sangaré est désormais le gouverneur de la région de Bougouni. Son profil, comme son parcours, cristallise les accusations de « militarisation » de l'administration.

Treize militaires, et seulement sept civils. La liste des gouverneurs placés à la tête des régions du Mali, le 25 novembre, a valu aux autorités de la transition d'être accusées de vouloir « militariser » l'appareil d'État, d'autant plus que les officiers désignés, des généraux et des colonels, sont réputés proches de la junte qui a mené le putsch du 18 août. Parmi ces soldats devenus gouverneurs, un nom, en particulier, cristallise les critiques : celui du général de brigade Keba Sangaré.

Et pour cause. Nommé gouverneur de la région de Bougouni, frontalière de Guinée et de Côte d'Ivoire, l'ancien chef d'état-major de l'armée de terre a été épinglé en août dans un rapport d'experts de l'ONU comme étant l'une des personnalités qui « entravent le processus de paix ».(...)

SENEGAL :

Sénégal : discrets mais incontournables, qui sont les fidèles de Macky Sall ?

<https://www.jeuneafrique.com/1082042/politique/senegal-discrets-mais-incontournables-qui-sont-les-fideles-de-macky-sall/>

Moins impulsif qu'Abdoulaye Wade, son prédécesseur, Macky Sall mûrit longuement ses décisions, cloisonne ses réseaux et choisit avec soin les personnes de confiance qui l'entourent. De la politique aux affaires, en passant par sa famille, qui sont les personnalités qui comptent dans son entourage proche ?

« La confiance de Macky Sall ne s'acquiert pas facilement », confie l'un de ses proches. À la tête d'une véritable armée mexicaine d'alliés, de ralliés et de « ministres-conseillers » aux fonctions parfois honorifiques, le président sénégalais, adepte du cloisonnement, se montre sélectif lorsqu'il s'agit de laisser l'un de ses proches gagner en influence.

Lors du récent remaniement, il en a surpris plus d'un en écartant du gouvernement et du Conseil économique, social et environnemental (CESE) plusieurs personnalités de son premier cercle : son

ex-Premier ministre puis secrétaire général de la présidence, Mahammed Boun Abdallah Dionne, et quelques ministres qu'on jugeait jusque-là incontournables : Amadou Ba (Affaires étrangères), Aly Ngouille Ndiaye (Intérieur), Mouhamadou Makhtar Cissé (Pétrole et Énergie), Oumar Youm (Infrastructures, Transports terrestres et Désenclavement) ; ou encore l'ancienne Première ministre Aminata Touré, devenue la présidente du CESE après avoir dirigé sa campagne victorieuse au début de 2019.

BURKINA FASO :

Burkina Faso : La 9e édition des 12PCA dans la "résilience"

<https://www.burkina24.com/2020/12/02/burkina-faso-la-9e-edition-des-12pca-dans-la-resilience/>

Les organisateurs des "12 Personnalités Culturelles de l'Année" (12PCA) ont convié la presse ce 02 décembre 2020 à Ouagadougou pour annoncer la tenue de la 9^e édition de cette cérémonie de récompense. Hervé David Honla, promoteur des 12PCA, a défini l'évènement et les objectifs de cette cérémonie de récompense qui se tiendra le 29 janvier 2021 à la salle Canal Olympia Yennenga Ouaga 2000 sous le thème « Résilience ».

Les 12PCA sont une manifestation culturelle qui se déroule chaque année dans le but d'identifier les acteurs culturels qui se seront illustrés tout au long de l'année écoulée, selon les propos d'Hervé David Honla, le promoteur de l'évènement. « C'est un évènement qui met en exergue les acteurs culturels qui s'illustrent davantage dans le bon sens », a-t-il clarifié.

Hervé David Honla a précisé, le 2 décembre 2020, les domaines pris en compte pour décerner les prix. Il s'agit, entre autres, du théâtre, de la musique, de l'écriture (le livre), du cinéma, de la photographie des journaux en ligne etc.

Mais pour cette année, les organisateurs de la cérémonie de récompenses ont innové. Ainsi, la prise en compte des disciplines comme l'art plastique, le prix Doris Dabiré, et l'inclusion des artistes des régions ont été soulignés comme des traits d'innovation dans l'organisation de la 9^e édition des 12PCA.(...)

BENIN :

La Cour africaine des droits de l'homme épingle la réforme constitutionnelle au Bénin

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201202-la-cour-africaine-des-droits-de-l-homme-epingle-la-reforme-constitutionnelle-au-benin>

Saisie par un citoyen béninois dont le nom n'a pas été divulgué, la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples a rendu vendredi un arrêt très critique pour le pouvoir à Porto Novo, estimant que la Constitution révisée par le Parlement en novembre 2019 doit être abrogée. La CADHP accuse les autorités d'avoir « violé les idéaux de la Constitution de 1990 » et ordonne le retour à ce texte avant les prochaines élections présidentielles l'année prochaine.

Pour la CADHP, cette révision constitutionnelle s'est faite en violation de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, et de son « principe de consensus national ». Ce texte de l'Union africaine adopté en 2007, s'impose selon elle aux pays signataires, dont le Bénin. Pour la Cour, les deux moyens d'arriver à ce « consensus », à savoir la « consultation de toutes les forces vives » ou le « référendum », n'ont pas été suivis, et la réforme a été adoptée par un Parlement totalement acquis au président Patrice Talon après les législatives sans opposants d'avril 2019.

La Cour conclut que ce texte « rompt le pacte social et fait craindre une menace réelle pour la paix du Bénin », elle ordonne donc son abrogation avant « toute élection », alors que la présidentielle est fixée au 11 avril.(...)

NIGERIA :

Le Nigeria doit-il recourir aux mercenaires pour lutter contre Boko Haram?

<https://www.bbc.com/afrique/region-55147169>

Les experts en sécurité estiment que l'utilisation de mercenaires ne sera jamais une solution à la détérioration de la sécurité du Nigéria.

Des analystes en matière de sécurité comme Bulama Bukarti, affirment que cette option ne sera pas une solution. Certains Nigériens suggèrent, en effet, le recours aux mercenaires pour résoudre la crise sécuritaire du pays.

Le meurtre présumé de dizaines d'agriculteurs récemment par Boko Haram dans l'État de Borno, dans le nord-est du Nigéria, a déclenché un débat houleux sur la question de savoir si l'armée du pays peut écraser les combattants de l'organisation terroriste.

Le gouverneur de l'État de Borno, le professeur Babagana Zulum est de cet avis.

Il pense que le recrutement de mercenaires, en peu de temps, peut aider à vaincre Boko Haram.(...)

Au Nigeria, plus d'une centaine de civils tués lors de l'attaque "la plus violente de l'année"

<https://www.digitalcongo.net/article/5fc4f3bdd50b1e0017679565/>

Kinshasa 30-11-2020 Afrique - Plus d'une centaine de civils ont été tués, samedi, dans une attaque au nord-est du Nigeria par des militants islamistes présumés. Un bilan qui risque encore de s'alourdir, alors que les forces de sécurité étaient toujours à la recherche de plusieurs dizaines de personnes portées disparues.

Un nouveau massacre au Nigeria. Au moins 110 civils ont été froidement tués, selon un bilan des Nations unies, samedi 28 novembre, alors qu'ils travaillaient dans leurs champs. Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière menée contre des civils cette année dans le nord-est du Nigeria, en proie à une insurrection jihadiste depuis plus de dix ans. Samedi, le responsable d'un groupe d'autodéfense pro-gouvernemental avait fait état de 43 morts.

Le massacre s'est déroulé le jour des élections locales dans cet État, les premières organisées depuis le début de l'insurrection de Boko Haram en 2009. Depuis cette date, on dénombre plus de 36 000 tués et plus de 2 millions de personnes ont dû fuir leur foyer.

"Le 28 novembre, en début d'après-midi, des hommes armés sont arrivés à moto et ont mené une attaque brutale sur des hommes et des femmes qui travaillaient dans des champs à Koshobe", a déclaré dimanche le coordinateur humanitaire de l'ONU au Nigeria, Edward Kallon. (...)

NIGER :

Municipales au Niger: une envie de démocratie malgré la situation sécuritaire

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201204-municipales-au-niger-une-envie-de-democratie-malgré-la-situation-sécuritaire>

Au Niger, la campagne électorale en vue des municipales et régionales ont démarré mercredi 2 décembre. Près de 7,5 millions d'électeurs sont attendus aux urnes dimanche 13 décembre pour choisir leurs élus locaux. Ces premiers scrutins feront office de ballon d'essai à quelques semaines des élections générales du 27 décembre, alors que le pays est en proie à une insécurité croissante, notamment dans la région de Tillabéri, au sud-ouest du pays.

La Commission électorale nationale indépendante l'assure, les élections municipales et régionales auront lieu dans les meilleures conditions. 95% du matériel électoral a déjà été distribué et le gouvernement s'est engagé à en assurer la sécurité. Dans la région de Tillabéri, la recrudescence des

violences n'a pas entravé l'élan démocratique, explique Draladoua Amada, vice-président de la Céni : « Au niveau des 45 communes de la région de Tillabéri, il y a des listes de candidatures, et la moyenne [du nombre] des listes de candidatures est d'au moins 7 à 10, donc il y a un nombre important de partis politiques et de candidats indépendants qui se présentent malgré la situation qui prévaut. »

Les élections locales sont encore un phénomène récent pour le Niger. Avant la décentralisation des années 90, le pouvoir central nommait des administrateurs délégués. Aujourd'hui, le gouvernement assure que les maires sont cruciaux pour la réussite de la décentralisation et pourtant, selon Abdou-Ouhou Dodo, président de l'Association des municipalités du Niger et maire de Tahoua, ils bénéficient encore de peu de pouvoirs, alors même qu'ils sont de plus en plus menacés par les groupes terroristes. « Vous savez, les maires n'ont pas de forces à leur disposition. Quand il y a un problème, il faut qu'ils saisissent rapidement le pouvoir central. Les maires, c'est vraiment le pouvoir de proximité. Dès qu'il y a un mouvement de mécontentement ou de guerre, c'est lui qui est le premier à recevoir les coups. »(...)

GHANA :

Ghana : le gouvernement lance une usine de transformation de fruits de 8 millions \$

<https://www.agenceecofin.com/agrobusiness/0312-83161-ghana-le-gouvernement-lance-une-usine-de-transformation-de-fruits-de-8-millions>

(Agence Ecofin) - Au Ghana, une nouvelle usine de transformation de fruits vient d'être inaugurée. Appartenant à l'entreprise locale Bodukwan Farms, l'unité a nécessité un investissement de près de 8 millions \$. Elle devrait générer plus de 1 000 opportunités d'emplois.

Au Ghana, l'usine de transformation de fruits de l'entreprise Bodukwan Farms Limited a été mise en service le 1er décembre dans la région d'Ashanti. Inaugurée par le président Nana Akufo-Addo, l'installation entre dans le cadre de l'initiative gouvernementale « One district, One Factory (1D1F) », dont l'objectif est d'implanter en partenariat avec le secteur privé, une usine dans chacun des districts administratifs du pays.

D'un coût global de 45 millions de cédis (environ 8 millions \$), l'unité est dotée d'une capacité journalière de traitement de 72 tonnes de divers fruits et légumes dont la mangue, l'ananas, la pastèque et la tomate.

Elle dépendra notamment pour son approvisionnement en matières premières d'un verger de plus de 240 hectares ainsi que d'un réseau de fournisseurs indépendants répartis notamment dans les régions d'Ashanti, de Bono, de la Volta et d'Ahafo.(...)

Ghana president narrowly re-elected as opposition rejects results

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/rest-of-africa/ghana-president-reelected-3224264>

Thursday December 10 2020 By AFP | Accra | Ghana's President Nana Akufo-Addo has won a second term in office, the electoral commission announced Wednesday, a result his rival John Mahama's party said it would appeal.

The West African country is known for its stable democracy, but tensions rose over Monday's presidential and legislative vote after Mahama claimed to have won a parliamentary majority and warned Akufo-Addo against stealing the vote.

In the presidential race, Akufo-Addo received 51.59 percent of the vote, beating opposition leader and former president Mahama's 47.36 percent, the electoral commission said.

The announcement was greeted with chanting and dancing by a crowd of supporters in the seaside capital Accra.

But the opposition has called the election "flawed."

Two political parties claim early lead as Ghanaians await poll results

<https://www.theestafrican.co.ke/tea/news/rest-of-africa/two-political-parties-claim-early-lead-as-ghanaians-await-poll-results-3222310>

Tuesday December 08 2020 By MOHAMMED MOMOH | As Ghanaians anxiously awaited the results of presidential and parliamentary elections, the two top political parties on Tuesday claimed victory, even as the Electoral Commission warned parties and the media against declaring results. Me Jean Mensa, the head of the Electoral Commission, said the agency is the only one allowed by law to declare any results.

However, the ruling New Patriotic Party (NPP) and the opposition National Democratic Congress (NDC) party each told supporters on Tuesday that they were in the lead.

The NPP fronted President Nana Addo Dankwa Akufo-Addo as its candidate in the election on Monday, while former President John Dramani Mahama ran on the NDC ticket.

The opposition NDC claimed it had won many of the parliamentary seats that were occupied by NPP members, and said it was sure of winning the presidential polls.

The party cautioned its supporters against premature celebrations as the party continued to “make strides in the 2020 General Election”, but urged supporters to remain vigilant.

LIBERIA :

Liberians head to the polls in crucial mid-term elections

<https://www.theestafrican.co.ke/tea/news/rest-of-africa/liberians-midterm-elections-3222198>

Tuesday December 08 2020 By KEMO CHAM | Liberians are set to go to the polls on Tuesday to vote on a series of issues, including a referendum to reduce the number of years per term for the president.

The vote is part of the midterm election in the West African country, which will see Liberians renew the mandate or vote for new members of the 15-member upper chamber of the legislature – Senate – representing each of the country’s 15 counties.

Voters in two counties – Montserrado in the northwestern region and Sinoe in the southeastern region – will also vote for new representatives in by-elections triggered by the deaths of the previous leaders.

Some 2.4 million people are registered to vote in the elections that will also decide on a total of eight propositions for constitutional amendment.

The Liberian constitution currently provides that the president serves six years per term, with a maximum of two terms.

The governing Congress for Democratic Change (CDC) of President George Weah, is seeking to reduce the years to five, which will bring it in line with the terms of other countries in the West Africa region. It appears to be the only party supporting this amendment. Critics, including civil society, are suspicious about the move.

GAMBIA :

Gambia, Guinea Bissau to Strengthen Bilateral Relations On Security

<https://allafrica.com/stories/202012030186.html>

The Point (Banjul) | The minister of Interior of Guinea Bissau, Botche Cande, on 13 November 2020, paid a three- day working visit to The Gambia and was hosted by the minister of Interior, Yankuba J.N. Sonko.

During the visit, Hon. Cande and his entourage paid a courtesy call on all the security institutions under the purview of the Ministry of Interior.

The visit was extended to His Excellency Adama Barrow and the Chief of Defence Staff of the Gambia Armed Forces, from the 13th to 17th of November 2020.

The three-day visit was regarded as a very important step towards strengthening security bilateral ties between the republic of Guinea Bissau and the Republic of The Gambia.

During the courtesy call, various security apparatuses were visited with the aim to share and learn best practices aligning democratic principles of good security and governance. The government of the Gambia through the Ministry of Interior acknowledged the visit and showed its political will to maintain the existing relationship between the two governments. The courtesy call constitutes specifically, a fight towards terrorism, trafficking of illicit drugs, human smuggling and trafficking. This is all geared towards safeguarding human security in the realm of stabilisation of social, economic and political rights of the citizens of the region as contained in conventions advocated by the UN, AU and ECOWAS.(...)

**** AFRIQUE CENTRAL ****

TCHAD :

Tchad : un infirmier arrêté pour abandon de poste et ouverture illégale d'une clinique

https://www.alwihdainfo.com/Tchad-un-infirmier-arrete-pour-abandon-de-poste-et-ouverture-illegale-d-une-clinique_a97625.html

Les forces de l'ordre ont appréhendé jeudi à Gounougaya un infirmier du nom de Vaidama Pongue, sur instruction du sous-préfet. Il a été mis à la disposition de la justice. Il est reproché à l'infirmier d'avoir abandonné son nouveau poste d'affectation au centre de santé de Djaman Barissou depuis plus de trois mois, tout en refusant de le regagner selon les autorités. Refusant d'obtempérer aux instructions de sa hiérarchie qui lui demande incessamment de regagner son nouveau poste d'affectation, l'infirmier Vaidama Pongue a préféré rester dans le village Zaba Kessem du Canton DomoIl où il a exercé comme chef du centre de santé. Il a profité de sa présence dans ce village pour transformer carrément son domicile en clinique illégalement. Le médecin-chef de district de Gaya et le délégué du ministère de la Santé publique de la province du Mayo Kebbi Est ont tenu à lui rappeler les règles à plusieurs reprises. L'intéressé a fait fi du caractère illégal de l'ouverture d'une clinique sans autorisation. C'est ce qui a conduit les autorités provinciales à prendre des mesures en procédant systématiquement à son arrestation pour interrompre l'exercice illégal de la médecine susceptible de nuire à la population.

CENTRAFRIQUE :

RCA : présidentielle du 27 décembre, la Cour Constitutionnelle publie la liste définitive des candidats...

<https://corbeaunews-centrafrique.com/rca-presidentielle-du-27-decembre-la-cour-constitutionnelle-publie-la-liste-definitive-des-candidats/>

Bangui, République centrafricaine, jeudi, 3 décembre 2020, 12:57:04 (Corbeaunews-Centrafrique). La Cour Constitutionnelle vient de publier la liste définitive des candidats retenus pour compétitionner aux élections législatives et présidentielles du 27 décembre 2020. Comme nous l'avions annoncé dans un de nos précédents articles, la Cour Constitutionnelle a enregistré 22 dossiers de candidature pour la présidentielle. Parmi ces 22 dossiers, cinq candidatures seulement ont été recalées. Il s'agit de celles de monsieur Armel Sayo Ningatoloum, de monsieur Bozizé François, de monsieur Jean-Michel Mandaba et deux autres dont les noms sont difficiles à écouter. Les dossiers de candidature de ces cinq personnalités ne répondent pas aux conditions prévues par l'article 36 de la constitution centrafricaine du 30 mars 2016, selon les juges électoraux. Qu'il y a donc lieu de les déclarer inéligibles et de ne pas les inscrire sur la liste définitive des candidats ", précise l'arrêt.(...)

CAMEROUN :

Produits pétroliers : la distribution emploie près de 5800 Camerounais

<https://www.investiraucameroun.com/economie/0212-15667-produits-petroliers-la-distribution-emploi-pres-de-5800-camerounais>

(Investir au Cameroun) - Le ministère de l'Eau et de l'Énergie (Minee) vient de publier des

informations relatives à la distribution des produits pétroliers et du gaz au Cameroun au cours de l'exercice 2020.

On apprend ainsi que « l'activité de distribution des produits pétroliers permet d'employer à ce jour, près de 5 800 Camerounais et rapporte à l'Etat une moyenne annuelle de 140 milliards [de FCFA] au titre des recettes fiscales ». Au cours des dix premiers mois de 2020, huit nouveaux agréments ont été octroyés, portant à cinquante-neuf le nombre de sociétés agréées à la distribution des produits pétroliers.

À en croire le Minee, le Cameroun a poursuivi ses projets de distribution des produits pétroliers à travers la construction et la mise en exploitation de six nouvelles stations-service depuis le début de l'année, portant le nombre total de stations-service à 841 au 16 octobre 2020 sur l'ensemble du territoire national, dont 35% en zone rurale.

De plus, indique le ministère, en vue d'améliorer l'accès aux produits pétroliers et du gaz domestique dans les zones à écologie fragile du Cameroun, un projet d'implantation de stations-service pilotes est actuellement développé en collaboration avec la Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures. Les résultats dudit projet sont en attente.

CONGO BRAZZA :

Congo : Conseil des ministres ce vendredi par visioconférence

<https://lesechos-congobrazza.com/politique/7490-congo-conseil-des-ministres-ce-vendredi-par-visioconference>

Réunion du conseil des ministres, ce vendredi 04 décembre 2020, à partir de 10h 00, par visioconférence, sous la très haute autorité du Président de la République, Chef de l'Etat, Denis Sassou N'Gusso.

Le premier Conseil des ministres par visioconférence remonte au vendredi 8 mai 2020 afin de respecter les mesures barrières édictées par le gouvernement, suite au coronavirus. Une prouesse technologique qui fera date.

De nombreuses personnes ont eu un sourire pour le moins narquois, et ont fait savoir leur scepticisme, surtout sur les réseaux sociaux, quand a été évoqué jeudi 7 mai 2020, la tenue du conseil des ministres, par visioconférence, vendredi 8 mai. Pourtant, il fallait attendre pour voir, de quoi les techniciens congolais étaient-ils capables et si la volonté du Président de la République d'arrimer le Congo à la modernité, en matière de nouvelles technologies de la communication, était à l'étape de « l'action concrète ».

Le coup d'essai s'est révélé un coup de maître, avec comme à l'accoutumé, Denis Sassou N'Gusso, bien aux commandes de l'action gouvernementale, centralisant les débats, distribuant la parole et actant les arbitrages, ce devant un moniteur sur lequel, outre le premier ministre, le Président de la République avec tous les membres du gouvernement, par écran interposé, les ministres se trouvant dans leurs bureaux respectifs.

GLOBALISATION

UNION AFRICAINE

UNION AFRICAINE: UN SOMMET POUR FAIRE TAIRE LES ARMES SUR LE CONTINENT

<https://fr.le360.ma/politique/union-africaine-un-sommet-pour-faire-taire-les-armes-sur-le-continent-228584>

Placé sous le thème «Faire taire les armes: créer des conditions propices au développement de l’Afrique», le Sommet extraordinaire de l’organisation panafricaine va réfléchir sur les causes profondes des crises qui secouent certains pays du continent.

L’Union africaine tiendra les 5 et 6 décembre par visioconférence son 14ème Sommet extraordinaire sur la thématique «Faire taire les armes». Objectif: faire le point sur cette question qui préoccupe énormément le continent déjà fragilisé par la prolifération du terrorisme, l’extrémisme violent, la radicalisation, le séparatisme et les flux d’armes illicites.

Placé sous le thème de l’année «Faire taire les armes: créer des conditions propices au développement de l’Afrique», le Sommet extraordinaire de l’organisation panafricaine va réfléchir sur les moyens à même de mettre fin aux conflits sur le continent et surtout se pencher sur les causes profondes des crises qui secouent certains pays d’Afrique. En plus des conflits armés et la menace du terrorisme, de l’extrémisme violent et de la radicalisation, le continent africain n’est pas à l’abri du séparatisme aggravé par les flux d’armes et financiers illicites, le crime organisé et la cybercriminalité.(...)

CHINA :

'China is a hard rock. It won't be beaten by virus'

<https://www.bbc.com/news/business-55140845>

A year on from the beginning of the outbreak the Chinese economy has bounced back. It may be a recovery led by debt and the spending of China's rich but nonetheless it's good news for Pan Run Ping.

She is back in her tiny Shanghai apartment. She's back at work too, in a bar and restaurant. But she's worried. She's worried about Chinese being targeted abroad.

"I don't want to see any harassment towards Chinese abroad," she told me as we talked in her kitchen. "We are normal and healthy. They didn't do anything wrong," she said.

Pan is one of a handful of young, working Chinese we spoke to as the country approaches its second year of Covid-19. At 27 much of Pan's trade is selling craft beer.

For Zhou Si Yi, who is a year older, much of her trade is crafting leather, in her studio in the corner of her 7th floor apartment. Zhou told me she is very patriotic. Her Mum is a member of the ruling Communist Party.

China is "like a hard rock. It won't be beaten by a virus" she said as we chatted at the desk where she makes wallets and handbags. But she thinks China made mistakes by allowing it to spread. "Of course China should feel sorry about it," she added.(...)

USA :

William Barr says there is no evidence of widespread fraud in presidential election

<https://edition.cnn.com/2020/12/01/politics/william-barr-election-2020/index.html>

(CNN)The Justice Department hasn't found evidence to support allegations of widespread fraud that could have changed the result of last month's presidential election, Attorney General William Barr said in an interview with the Associated Press published Tuesday.

The comments from Barr, who has been steadfast in his support of President Donald Trump during his tenure, represent the latest official rebuke from Republicans of the President's claims of widespread fraud in his loss to Joe Biden.

"To date, we have not seen fraud on a scale that could have effected a different outcome in the election," Barr said.

Barr, who prior to the election echoed Trump's claims that mail-in voting wasn't secure, said both the Justice Department and the Department of Homeland Security have looked into claims of fraud and come up empty.

"There's been one assertion that would be systemic fraud and that would be the claim that machines were programmed essentially to skew the election results," Barr said. "And the DHS and DOJ have looked into that, and so far, we haven't seen anything to substantiate that."

Barr's announcement came the same day he publicly revealed he appointed Connecticut US Attorney John Durham to act as special counsel investigating whether intelligence and law enforcement violated the law in investigating the 2016 Trump presidential campaign -- essentially keeping that issue alive into the Biden administration.(...)

ONU / UN :

L'ONU appelle à reconnaître et protéger les droits des personnes handicapées

<https://news.un.org/fr/story/2020/12/1083632>

Les Nations Unies ont célébré la Journée internationale des personnes handicapées, jeudi, en appelant à une plus grande inclusion des personnes handicapées, et en reconnaissant et protégeant leurs droits humains, y compris dans le contexte de la pandémie de Covid-19.

« Ces droits concernent tous les aspects de la vie : le droit d'aller à l'école, de vivre au sein de la collectivité, d'accéder aux soins de santé, de fonder une famille, de participer à la vie politique, de faire du sport, de voyager et d'avoir un travail décent », a déclaré le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, dans un message.

Si la pandémie de coronavirus a bouleversé les sociétés du monde entier et creusé les inégalités préexistantes, les personnes handicapées sont parmi les plus touchées, a affirmé le Secrétaire général, rappelant qu'elles sont exposées « à un risque plus élevé de vivre dans la pauvreté ou de subir violence, négligence ou maltraitance ».

« Pendant que le monde s'efforce de se relever de la pandémie, nous devons garantir que les aspirations et les droits des personnes en situation de handicap seront pris en compte et dûment respectés dans un monde post-Covid-19 qui devra être inclusif, accessible et durable », a déclaré le chef de l'ONU.

« Cette vision ne sera réalisée que par une consultation active des personnes handicapées et des organisations qui les représentent », a-t-il ajouté.

« En cette Journée internationale des personnes handicapées, prenons l'engagement d'œuvrer ensemble pour briser les obstacles que rencontrent les personnes en situation de handicap et lutter contre les injustices et les discriminations qu'elles endurent », a invité M. Guterres.(...)

DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Jeudi 10 décembre 2020